

milliards, dus à la suppression de la taxe professionnelle

Il va donc falloir leur forcer la main, pour imposer des augmentations de salaires de 300 euros, un SMIC à 1500 euros net, l'arrêt des suppressions d'emploi, pour imposer une autre ré-

partition des richesses. La journée du 29 janvier a montré qu'il n'y avait pas de résignation face à une crise qui écraserait toute velléité de contestation. C'est bien ce qui inquiète Sarkozy et son gouvernement au garde-à-vous devant le monde des plus riches !

Sarkozy, ami de Christian Streiff (PSA) et ami de Lakshmi Mittal...

*Ne le laissons pas « sauver l'automobile »
comme il a « sauvé Gandrange » !*

**Plan Sarkozy en 2 points:
enfumage et un énorme cadeau
aux patrons !**

Sa seule véritable annonce ferme, c'est la suppression de la taxe professionnelle. Cet impôt que les entreprises acquittent aux communes est un élément essentiel dans les budgets locaux. C'est un cadeau de 28 milliards d'euros ! Pour contraindre les entreprises à ne pas délocaliser ? « Encourager, s'efforcer à, oui, mais on ne peut contraindre personne... », telle a été sa réponse. Un pur cadeau !

Pour ceux et celles dont l'indemnisation du chômage partielle n'est que de 60%, il les a gratifiés de sa compassion.

**Pendant la crise, les profits
continuent ! Gare à l'addition !**

Les licenciements, le chômage partiel et le blocage des salaires n'ont d'autre but que de maintenir voire augmen-

ter les profits. La modération des dividendes et bonus ? Du flan !

**Notre plan d'urgence :
interdiction des licenciements,
continuité du contrat de travail
et du salaire à 100%...**

Les salariés n'ont pas à faire les frais de cette crise dont ils ne sont en rien responsables. Ceux de PSA ou de Renault mais aussi les salarié(e)s des sous-traitants, des équipementiers, de la métallurgie (fonderies, emboutissage...) ou de la plasturgie... Maintien du contrat de travail, du salaire, de la reconnaissance des qualifications : il appartient au patronat de financer la gestion de l'emploi de tous les patrons individuels. Un fonds de mutualisation, financé par eux exclusivement, assurerait la permanence de l'emploi au-delà des aléas de la vie de telle ou telle entreprise.

**... mais aussi maîtrise publique
nécessaire pour opérer d'autres
choix stratégiques à long terme.
Ces choix doivent inclure nos
exigences écologiques.**

Si l'on veut éviter une catastrophe sociale doublée d'une catastrophe écologique, il est urgent de ne plus laisser la production automobile être cotée en Bourse. Il faut qu'elle soit placée sous contrôle démocratique des travailleurs et de la population, des consommateurs et des associations environnementales. Et ainsi sortir du « tout voiture » pour une réelle priorité au transport en commun, pour les « relocalisations ».

**Action ! Surtout ne pas s'en
remettre à Sarkozy !**

Sarkozy est l'ami des grands patrons. Il ne faut surtout pas lui laisser l'initiative et encore moins compter sur lui. Et fuir tous les « dialogues informels » avec l'enfumeur n°1. Ne plus lui donner l'occasion d'un grand show comme en février 2008 à Gandrange.

**Il faut se rassembler pour des
mobilisations nationales des
salariés du secteur automobile et
pour la solidarité internationale.**

**Un nouveau parti pour un
socialisme du XXI^{ème} siècle !**

A l'initiative de la LCR et de son porte parole Olivier Besancenot, le Nouveau Parti Anticapitaliste vient de tenir son congrès de fondation. C'est l'acte de naissance d'une nouvelle force politique à gauche pour tous ceux et toutes celles qui n'acceptent pas d'être gouvernés, exploités, dominés par ceux qui détiennent le pouvoir économique, politique et financier.

La question écologique a pris une grande place dans la crise. Le NPA veut lier les questions sociale et écologique de manière conséquente. Les luttes sociales devront porter aussi très haut les exigences écologiques.

Nous sommes nombreux à relever la tête, à ne pas courber l'échine et à dire que nos vies valent plus que leurs profits. Le monde du travail, dans toute sa diversité, a besoin d'une nouvelle représentation politique pour se faire entendre.

Rassemblons-nous et prenons parti !

**Prenons parti pour construire une gauche qui ne renonce pas,
une gauche de lutte pour que l'espoir change de camp !**

Assurance-chômage : les chômeurs payent aux chômeurs !

Voulue par le MEDEF, signée par la CFDT (ô surprise !) puis par la CGC, la nouvelle convention UNEDIC devrait s'appliquer bientôt. Les chômeurs qui ont cotisé 4 mois pourront désormais être indemnisés... au détriment de ceux qui ont cotisé plus de 16 mois qui voient, eux, leurs droits réduits ! Voilà comment le MEDEF-CFDT voit la répartition des richesses... A l'opposé, il faudra bien prendre sur les profits pour financer une réelle solidarité interprofessionnelle ! Tous ensemble, tous ensemble !

Plus que jamais, contre les Centres de Rétention Administrative !

Les étrangers, adultes et enfants, enfermés dans un CRA n'ont commis aucun délit. Leur seul tort est d'avoir croisé le chemin de ceux qui cherchent à remplir leurs quotas d'expulsions. Un CRA est une véritable prison. C'est si vrai que le tout nouveau CRA de Metz (98 places) est accolé à la prison de Queuleu. Nos amis « sans papiers » doivent aussi être soustraits à notre regard. Ne laissons pas Besson faire son sale boulot ! RDV samedi 28/02 à 18 H place de la mairie à METZ.

UEM: déjà de premières retombées de la privatisation en cours...

L'Usine d'Electricité de Metz reversait 15 millions d'euros à la commune par an. « Ce montant va fortement diminuer suite à l'entrée du privé » (15%) écrit un adjoint au maire dans « Vivre à Metz ». Et voilà pourquoi il faudrait augmenter l'impôt ! D. Gros nous rassure : « ouvrir plus le capital au privé, ce n'est pas d'actualité », mais nous prévient quand-même qu'« il ne faut jamais rien s'interdire »... Ce qu'il faudrait surtout, c'est « ne pas s'interdire » un retour à une UEM 100% publique !

Faure et Machet de Woippy: Les salariés ne se laissent pas faire !

La direction envisageait comme une formalité les 240 suppressions d'emplois. Mais son plan baptisé hypocritement « sauvegarde des emplois » est refusé par les salariés. Une forte mobilisation a commencé avec assemblées générales, débrayages, rassemblement à la préfecture et cortège remarqué lors de la manifestation du 29 janvier. « Un chèque de départ s'épuise vite et les indemnités seraient ridicules. C'est un emploi qu'il nous faut ! » dit un militant CGT.

ArcelorMittal engrange les profits, Sarkozy continue son poker menteur !

Les profits 2008 sont supérieurs à ceux de 2007 (déjà année record). Pour garantir ces dividendes malgré la crise, 6000 emplois sont supprimés en Europe en 2009. Le chômage est partiel et les affaires pleinement florissantes: l'action Mittal a progressé de 17% en un mois. La revitalisation de Gandrange vantée par Sarkozy est de la poudre aux yeux : 10 millions d'euros promis, 3 millions déboursés, projets d'investissement au point mort. Sarkozy fait le clown et seul Mittal rigole.

metz.npa@gmail.com

www.npa2009.org

06.30.10.59.15



NPA NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE

**Les soldes sont terminés
La braderie des emplois, des salaires et des
acquis sociaux continue !**

.....
Bulletin d'entreprise n°1 - Février 2009

La journée de grève et de manifestation du 29 janvier a été un succès. Tous les mécontentements et ras-le-bol légitimes qui couvaient depuis des mois ont convergé dans la rue. Les salariés du public et du privé étaient ensemble avec aussi beaucoup de salariés, de petites boîtes ou de précaires notamment, peu habitués à participer à la protestation collective. Bien entendu, lorsque le monde du travail se fait plus visible, cela ne plaît pas à tout le monde. Ainsi, la patronne du Medef, Laurence Parisot se déclare horrifiée par les images du mouvement social qui font la une des médias aux Etats Unis. Pour elle, c'est un signe négatif donné aux investisseurs-spéculateurs de Wells Stress. Elle est moins horrifiée par la déferlante et la cascade des plans de liquidations d'emplois consécuteurs aux décisions de ses amis. Si crainte il y a pour elle, c'est plutôt que les manifestations réussies appellent d'autres et donnent des idées de révoltes aux salariés à travers le monde. C'est le cas en Guadeloupe et en Martinique mais aussi dans beaucoup d'autres pays où tous les Sarkozy et les Parisot craignent cette colère qui

gronde.

Après le 29 janvier, imposer une suite !

Plans de licenciements, chômage partiel, augmentation de la productivité, blocage des salaires, liquidation des acquis sociaux, c'est les recettes classiques du patronat et du gouvernement pour relancer les profits. C'est d'ailleurs la seule relance qui les intéresse. Le gouvernement a trouvé 360 milliards d'euros pour soutenir les banquiers alors que Fillon annonçait que « les caisses étaient vides » C'est aussi Sarkozy qui répond à la mobilisation du 29 janvier en disant qu'il veut limiter les bonus des dirigeants d'entreprise alors que lui-même s'était octroyé un super bonus de + 174 % l'année dernière. Il dit faire un geste pour financer des mesures sociales en redistribuant 1, 4 milliards d'euros d'intérêts, si ceux-ci sont bien reversés par les banquiers... à la fin de l'année 2009. Mais c'est une bien faible contrepartie pour les salariés juste au moment où les caisses du patronat se veront regarnies par au moins 8 milliards d'euros, certains parlent même de 29